

Unité départementale du Val-de-Marne
Service risques et installations classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMMARIS – ZONE DES ENTREPÔTS

MIN DE RUNGIS
94150 Rungis

Références : DRIEAT-IF/UD94/2026/PESSPVMO/AJ/N°024GR
Code AIOT : 0007403769

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement SEMMARIS ZONE DES ENTREPÔTS implanté à Rungis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Elle fait le point sur les différentes demandes faites lors des inspections précédentes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMMARIS
- 1 RUE DE LA TOUR MIN RUNGIS 94150 Rungis
- Code AIOT : 0007403769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis est implanté sur les communes de Rungis, Paray-Vieille-Poste, Chevilly-Larue et Fresnes, à 7km au sud de Paris. Il se compose de 3 grandes zones :

- la zone principale, dite de « marché de vente physique », sur 200 hectares, dévolue à la vente physique aux professionnels du secteur alimentaire,
- la zone « DELTA », sur 14 hectares, composée de bâtiments dédiés à la transformation et au mûrissage de denrées alimentaires,

- la zone des entrepôts, sur 20 hectares, «base arrière» de la zone principale, composée de bâtiments de logistique sous température dirigée servant de réserves.

La zone des entrepôts est implantée sur les communes de Rungis (Val-de-Marne) et Paray-Vieille-Poste (Essonne) sur les parcelles cadastrales :

- N° 4, 5, 6, 8, 9 et 10 de la section AH et n° 2, 4, 5 et 33 de la section AE de la commune de Rungis,
- N° 58 et 59 de la section AB de la commune de Paray-Vieille-Poste.

Le périmètre de la zone des entrepôts se compose principalement de bâtiments logistiques servant à assurer les réserves de la zone principale. Son activité se cantonne à la préparation et à l'expédition de produits alimentaires sous température dirigée.

Dans le cadre d'une restructuration de cette zone (démolition/reconstruction de certains bâtiments), une demande d'autorisation environnementale déposée en 2020 a abouti à l'arrêté inter-préfectoral n° 2021/02289 du 28/06/2021.

Le classement du site est le suivant :

- 1510-1 [A] : Volume de 630 080 m³
- 1511- 2 [DC] : Volume de 23310 m³ (I1A, I1B, I2)

La réglementation applicable au site est principalement la suivante :

- l'arrêté inter-préfectoral n° 2021/02289 du 28/06/2021 portant autorisation d'une installation ;
- l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 [NOR : DEVP1706393A].

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

Les documents pris en compte lors de cette inspection sont les suivants :

- Courrier du 11/10/2022 suite à l'inspection du 23/03/2022 ;
- courrier du 21/11/2022 informant l'inspection de la prolongation de l'exploitation du bâtiment I4 ;
- courriel du 12/02/2024 transmettant une déclaration d'incident ;
- courriel du 13/06/2025 faisant le point sur les démolitions de bâtiments ;
- courrier du 03/12/2025 suite à l'inspection du 27/08/2025 ;
- courriels du 09/12/2025, 12/12/2025 et du 23/12/2025 transmettant certains documents demandés lors de la présente inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

• Suites de l'inspection du 23/03/2022

Point de contrôle n° 5 : Dispositifs de traitement des eaux

Lors de l'inspection du 23/03/2022, la SEMMARIS n'avait pas pu fournir la liste des usagers avec la mention des produits chimiques utilisés, du type et du nombre de dispositifs de pré-traitement et les dates des autorisations de déversement.

- Par courrier du 11/10/2022 complété par courriel du 23/12/2025, la SEMMARIS a transmis un tableau recensant l'ensemble des locataires de la zone des entrepôts et mentionnant pour chacun :
 - ✓ la date de la convention de rejet des effluents aqueux
 - ✓ les organes de prétraitement présents
 - ✓ les fréquences d'entretien des ouvrages de pré-traitement
 - ✓ les produits chimiques présents
- ➔ **Les documents transmis répondent aux dispositions de 4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021.**

Les autres points de contrôles ayant engendré des non-conformités ont été repris lors de cette inspection.

- **Suites de l'inspection du 27/08/2025**

Point de contrôle n°2 : Modalités d'information des autorités administratives

Le POI de la zone des entrepôts, transmis à l'inspection le 07/03/2022, n'était plus à jour.

- La SEMMARIS a transmis une nouvelle version du POI, à l'inspection, à la préfecture ainsi qu'à la BSPP le 04/11/2025.

➔ **Les articles 1.3.2 et 7.25.3.I de l'arrêté préfectoral du 23/06/2021 sont respectés.**

Demande complémentaire n°1 : L'exploitant devait transmettre la procédure visée au point II de l'article 7.25.3 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021 précisant les modalités d'exercice POI.

- L'exploitant a intégré une procédure relative à la réalisation des exercices POI dans la partie 7 du POI.

➔ **La demande complémentaire a été suivie d'effet. L'article 7.25.3.II est respecté.**

Les autres points de contrôles ayant engendré des non-conformités ont été repris lors de cette inspection.

- **Point divers**

Déclaration d'incident : Par courriel du 12/02/2024, la SEMMARIS a signalé qu'un incendie s'est déclaré le 08/2/2024 dans les bureaux de la société HALLE MANDAR, dans le bâtiment I2. Le feu a pris naissance à proximité immédiate d'une trottinette et d'une poubelle de bureau. Très rapidement le système de sprinklage s'est mis en fonctionnement et a éteint le feu. La zone d'entreposage n'a pas été touchée.

Afin que cet incident ne se reproduise pas, la SEMMARIS a interdit la recharge des trottinettes et vélos électriques dans les bureaux.

➔ **L'inspection prend note de la déclaration d'incident.**

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etude non ruine en chaine du I7	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 12.3.1.III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Contenu du plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 23 de l'annexe II	Demande d'action corrective	2 mois
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4.I de l'annexe II	Demande d'action corrective	2 mois
7	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 11 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 1.2.3	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.10.1	Sans objet
6	Evacuation du personnel	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7-19-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 09/12/2025, les points suivants ont été constatés :

- des compléments au POI ont été transmis, mais ils restent incomplets ;
- plusieurs états des stocks ont été présentés par la SEMMARIS. Ils sont mis en ligne sur la plateforme DOCOLAB et mis à jour une fois par semaine. Mais il en manque encore la moitié. Certains locataires les ont, mais ils n'ont pas été transmis à la SEMMARIS ;
- la SEMMARIS doit s'assurer que les RIA et les extincteurs présents dans les cellules des entrepôts restent constamment dégagés et opérationnels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Démolition des bâtiments
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les bâtiments I3, I5 sont démolis d'ici le 31 décembre 2023. Les bâtiments I3 et I5 sont mis à l'arrêt d'ici le 31 décembre 2022.</p> <p>IV. Le bâtiment I4 sera mis à l'arrêt d'ici le 31 décembre 2023 et démolit d'ici le 31 décembre 2024. Le bâtiment I6 est démolit d'ici au 31 décembre 2022. Il n'est pas exploité au titre de la réglementation des installations classées jusqu'à leur démolition.</p>
<p>Constats :</p> <p>La SEMMARIS a, par courriel du 13/06/2025, fait un point sur les démolitions de bâtiments. Les bâtiments I3, I5 ont été démolis en 2024 et le I4 en mai 2025. Le bâtiment I6 a également été démolit avant 2022. Une information sur la prolongation de l'activité du bâtiment I4 avait été faite par courrier du 21/11/2022.</p> <p>Sont actuellement en exploitation les bâtiments : I1, I2, I7 et I9.</p> <p>La construction de 2 bâtiments I10A et I10B est en projet, pour lesquels un dossier de porter à connaissance a été transmis par la SEMMARIS. Il est en cours d'instruction et fera l'objet d'un rapport spécifique.</p> <p>➔ L'inspection note un léger décalage du planning prévisionnel des démolitions de bâtiments. Tous les bâtiments qui devaient être démolis l'ont été.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dimension des cellules du I7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 12.3.1.III
Thème(s) : Risques accidentels, Ruine en chaîne
Prescription contrôlée : III. Avant la mise en service du bâtiment faisant l'objet du présent titre, l'exploitant intègre au dossier prévu au chapitre 1.3.2 du présent arrêté la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.
Constats : Par courriel du 09/12/2025, la SEMMARIS a transmis une attestation de la société AMOCER du 24/08/2021 de non ruine en chaîne du bâtiment I7. L'inspection prend note des hypothèses prises comme données d'entrée de cette étude : <ul style="list-style-type: none">• La prise en compte de murs coupe-feu 2 heures en façades et entre les cellules est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.• De même la durée d'incendie étant inférieure à 120 minutes (les modélisations Flumilog réalisées dans le dossier de demande d'autorisation concluent à une durée d'incendie < 90 minutes), ce paramètre est également conforme aux informations à la disposition de l'inspection.• L'inspection note que les poteaux en béton armé sont prévus pour résister au feu 2 heures (et non 15 minutes, comme prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation). Il appartient à l'exploitant de vérifier que les hypothèses prises sont bien conformes aux données constructives de ce bâtiment. → L'étude conclut au non-effondrement en chaîne, mais ne conclut pas sur l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule. Ce point est à compléter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 12.3.1.III et conclure sur le non-effondrement de la structure vers l'extérieur des cellules. Il transmet un justificatif à l'inspection à cet effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contenu du plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 23 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : <u>Rappel des dispositions réglementaires fondant ce point de contrôle :</u> Arrêté ministériel du 11/04/2017, point 23 de l'annexe II [...]Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions

permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.[...]

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ; [...]

Constats :

Rappel du constat de l'inspection précédente (extrait du rapport du 22/09/2025) :

Premiers prélèvements environnementaux :

Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2., les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux ne sont pas correctement décrites.

Moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident :

Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2., les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ne sont pas décrits.

Par courrier du 03/12/2025, la SEMMARIS a indiqué que :

- concernant les premiers prélèvements environnementaux : Un contrat d'astreinte est en cours de finalisation avec la société SOCOTEC ;
- pour le nettoyage des voiries : Un contrat a été établi avec la société ESV le 01/07/2023 ;
- pour l'assainissement : un contrat a été établi avec la société VEOLIA le 01/09/2025.

Par courriel du 12/12/2025, suite à l'inspection du site, la SEMMARIS a transmis les documents suivants :

- Une fiche d'alerte pour les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie ;
- la procédure de démolition d'un bâtiment en cas d'incendie ;
- la procédure d'astreinte du nettoyage des voiries du MIN en cas d'incendie ou incident.

➔ **Les documents transmis appellent plusieurs remarques de la part de l'inspection. L'exploitant dispose bien d'une fiche d'alerte afin de solliciter SOCOTEC pour la réalisation de ces prélèvements. Toutefois, les documents transmis ne répondent pas pleinement à la prescription. En effet, il est attendu que l'exploitant :**

« précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. »

Ce point est à compléter.

La non-conformité n°2 de l'inspection précédente est maintenue.

➔ En ce qui concerne la non-conformité n°3, l'exploitant a transmis des documents décrivant « les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident. » Ces éléments doivent être intégrés dans le POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2. et décrire les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux.

L'exploitant doit intégrer dans le POI les éléments relatifs à la remise en état et au nettoyage de l'environnement après sinistre, ainsi que les éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4.I de l'annexe II et article 7.14.I de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

Rappel de la disposition réglementaire fondant le point de contrôle :

Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.4. I.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques

particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont également prescrites dans l'article 7.14 de l'arrêté préfectoral de 2021.

Constats :

Rappel du constat de l'inspection précédente (extrait du rapport du 22/09/2025) :

Non-conformité n°5: Contrairement au point 1.4.I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant ne tient pas à jour un état des matières stockées conforme aux dispositions réglementaires.

Lors de la présente inspection, un point a été réalisé sur l'état des stocks de plusieurs locataires de la zone des entrepôts. En salle, en examinant le logiciel (DOCOLAB) mis à disposition des locataires par la SEMMARIS, pour permettre la transmission de documents, la présence d'un état des stocks accompagné d'un plan mentionnant l'emplacement des stockages dans les locaux a été constatée pour les sociétés suivantes :

- HALLE MANDAR – bâtiment I2
- WESTFALIA – bâtiment I2
- SUN 7 – bâtiment I2
- NLT – bâtiment I2
- SIIM – bâtiment I1

Les états des stocks sont mis à jour une fois par semaine.

Pour les autres locataires, une inspection a été réalisée. Les produits stockés sont essentiellement des denrées alimentaires conditionnées en cagettes en carton et sur palettes en bois. Chez plusieurs locataires, il a été nécessaire d'expliquer que l'état des stocks devait prendre en compte tous les produits combustibles (susceptibles de brûler), comme les palettes et les cagettes. Tous les locaux de stockage sont réfrigérés :

- POMONA – bâtiment I1 : Un état des stocks existe, mais il n'a pas été transmis à la SEMMARIS ;
- PRIMFRUIT – bâtiment I2 : Aucun état des stocks n'a été présenté, mais sur la plateforme

- DOCOLAB un plan des stockages était présent ;
- PRODISCO – bâtiment I2 : Aucun plan des stockages ni aucun état des stocks n'ont été présentés. Un stockage important est réalisé au sous-sol de la cellule ;
- METRO – bâtiment I7 : Il s'agit d'un entrepôt de stockage de fruits et légumes et de produits frais à destination des magasins METRO d'une partie de la France. Un état des stocks est présent sur le site, mais il n'a pas été transmis à la SEMMARIS. Il existe un local de produits chimiques constitué essentiellement de produits de nettoyage. Les bidons sont disposés dans des bacs de rétention et un affichage des risques est présent ;
- KEELINGS – bâtiment I9 : Aucun état des stocks n'a été présenté lors de l'inspection, mais il a été réalisé et transmis par la SEMMARIS par courriel du 23/12/2025.

La société DELANCHY n'a pas fait l'objet de l'inspection, mais aucun état des stocks n'a été transmis à la SEMMARIS.

➔ **Bien que la situation s'améliore, tous les états des stocks des différents locataires de la zone des entrepôts n'ont pas pu être présentés par la SEMMARIS. Le point 1.4.I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et article 7.14.I de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021 ne sont pas respectés.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Afin de se conformer au point 1.4.I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et à l'article 7.14.I de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021 la SEMMARIS doit transmettre les plans des stockages et l'état des stocks des locataires suivants :

- POMONA
- PRIMFRUIT
- PRODISCO
- METRO
- DELANCHY

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.10.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Rappel de la disposition réglementaire fondant le point de contrôle :

I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir (supérieur à 60 m³/h durant 2 h), alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie,
- b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de

raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ; d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. [...]

IX. L'exploitant organise périodiquement des exercices de défense contre l'incendie. Ces exercices sont renouvelés au moins tous les trois ans et font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés dix ans dans le dossier prévu au chapitre 1.3 du présent arrêté.[...].

Constats :

Rappel du constat précédent (rapport du 03/06/2022) :

Cas du bâtiment I9 : Le bâtiment est équipé d'un système de sprinklage, d'extincteurs et de RIA. Le jour de l'inspection, l'un des RIA était difficilement accessible car situé au bout d'une allée constituée de cartons de fruits.

Par courrier du 11/10/2022 la SEMMARIS a transmis des photos montrant que le RIA du bâtiment I9 était bien dégagé.

Au cours de la présente inspection, les moyens de lutte contre l'incendie ont été vérifiés chez plusieurs locataires :

- lors du passage dans les locaux de la société **PRODISCO**, il a été constaté que la plupart des RIA étaient inaccessibles ou inutilisables : présence de matériel stocké devant, présence d'un bureau positionné devant le RIA empêchant son déploiement, RIA coincé entre un mur et des palettes de produits alimentaires.
Par ailleurs les portes donnant accès au sous-sol étaient maintenues constamment ouvertes.
Par courriel du 23/12/2025, suite à l'inspection, la SEMMARIS a transmis un constat, réalisé par un agent assermenté, mentionnant que le 17/12/2025 tous les RIA présents dans les locaux de la société PRODISCO étaient à nouveau accessibles et que les portes d'accès au sous-sol étaient maintenues en position fermée et munies d'un ferme-porte. Des photographies ont également été transmises ;
- dans l'entrepôt exploité par **METRO**, la présence d'un système de sprinklage, de RIA et d'extincteurs a été constaté. Ils ont été vérifiés en mai 2025, ainsi que la porte coupe-feu présente entre les 2 cellules du bâtiment. Le système de désenfumage a été contrôlé le 07/07/2025. Les commandes manuelles étaient positionnées près des accès ;
- les locaux exploités par la société **PRIMFRUIT** sont équipés d'un système de sprinklage et les extincteurs présents sur le site ont été vérifiés en octobre 2025.

Observations : Il est rappelé que toutes les dispositions nécessaires doivent être mises en œuvre pour que les moyens de lutte contre l'incendie soient en permanence accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7:19.1
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation du personnel
Prescription contrôlée : I. Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. II. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. III. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m ² . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. IV. L'exploitant organise périodiquement des exercices d'évacuation. Ils sont renouvelés au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : <u>Rappel constats de 2022</u> <u>Cas du bâtiment I9 :</u> Le bâtiment dispose de 3 issues de secours qui donnent sur l'extérieur. Elles sont bien signalées. Cependant, l'une d'entre elles est intégrée dans une porte roulante et elle est fermée à clé, car il n'y a pas de barre anti-panique. <u>Lors de l'inspection du 09/12/2025,</u> il a été constaté que l'issue de secours du bâtiment I9 avait été changée et équipée d'une barre antipanique. Par ailleurs, lors de l'inspection de plusieurs locaux, il a été constaté que lorsque les stockages sont réalisés en masse, sur une hauteur d'environ 2 mètres, les blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) sont positionnés trop bas pour être correctement visibles de n'importe où dans l'entrepôt. En ce qui concerne les exercices d'évacuation, ils sont réalisés tous les 6 mois. Observation : Il convient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les BAES soient visibles de n'importe où dans les entrepôts pour permettre une bonne évacuation du personnel en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 11 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : <u>Rappel de la disposition réglementaire fondant le point de contrôle :</u> <u>Arrêté ministériel du 11/04/2017, annexe II point 11.</u> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être

pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]

Arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2, point III

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés avec les usagers, sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Rappel du constat de l'inspection précédente (extrait du rapport du 22/09/2025) :

Non-conformité n°4: Contrairement au point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et à l'article 7.25.2 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, toutes les mesures ne sont pas prises pour recueillir dans des délais adéquats l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

Observation n°1: L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures, entraînements et vérifications nécessaires pour s'assurer que le recours aux prestataires prévus lors des situations d'urgence soit efficace. L'inspection invite également l'exploitant à se questionner sur l'opportunité d'internaliser les actions de déclenchement des rétentions en cas de sinistre (fermeture de vannes et déclenchement de ballons obturateurs), compte-tenu de l'absence vraisemblable de difficultés techniques particulières lors de la mise en œuvre de ce type d'équipement, et la disponibilité 24h/7j d'un service spécialisé pour le traitement des situations d'urgence.

Par courrier du 03/12/2025, la SEMMARIS a transmis des éléments relatifs à la non-conformité n°4 et l'observation n°1. En effet, l'inspection prend note des mesures prises et en particulier de la formation du personnel interne pour la manœuvre des vannes permettant de confiner les eaux d'extinction. Par ailleurs, il est indiqué qu'un contrat a été signé avec VEOLIA le 01/09/2025 incluant la gestion des eaux d'extinction est annexé au POI.

➔ **La fiche 4-1 du POI (page 4/5) indique une vanne asservie à la détection. Cependant le plan ne permet pas de savoir clairement de quelle vanne il s'agit. De plus, la procédure de recours à l'astreinte VEOLIA n'a pas été trouvée dans le POI.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Le point 11 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 n'est pas totalement respecté. Il est nécessaire de compléter le POI avec une procédure explicite de mise en œuvre des moyens de confinement. La non-conformité n°4 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois